

SOLIDARITÉ AVEC LES SYNDICATS INDÉPENDANTS ET LE MOUVEMENT PRO-DÉMOCRATIE EN ALGÉRIE

Les Fédérations syndicales internationales soussignées, expriment leur solidarité et leur soutien entier à la lutte en cours en Algérie pour les droits syndicaux et les libertés démocratiques. Depuis de nombreuses années, les syndicats indépendants se battent avec courage pour obtenir la reconnaissance juridique de leurs organisations et pour ouvrir un espace dans lequel les travailleurs-euses peuvent librement former et adhérer aux syndicats de leur choix et négocier collectivement. Les membres et les dirigeant-e-s élu-e-s de ces syndicats indépendants ont fait l'objet de harcèlement, de persécutions et de licenciements ciblés depuis plusieurs années et depuis février 2019, ont été confronté-e-s à une répression accrue en représailles de leur soutien et de leur participation au vaste mouvement populaire pacifique de contestation du régime, le Hirak.

En dépit des appels répétés des organes de contrôle de l'Organisation internationale du travail (OIT), le gouvernement algérien n'a pas ordonné la réintégration des syndicalistes licenciés, ni mis fin à leur harcèlement, pas plus qu'il n'a accepté l'enregistrement des syndicats indépendants et autorisé qu'ils s'organisent librement.

Depuis le début du Hirak en 2019, des centaines de militant-e-s pour la démocratie et de défenseurs des droits humains, y compris des syndicalistes indépendants, ont été arrêté-e-s, inculpé-e-s, placé-e-s sous surveillance policière ou condamné-e-s à des peines de prison. La répression des journalistes, des militant-e-s sur les médias et les réseaux sociaux, des opposants politiques et des défenseurs des droits humains se poursuit, alors même que les mesures de confinement et l'interdiction des rassemblements visant à contenir la pandémie du COVID-19 ont conduit à une suspension temporaire du Hirak. Les autorités algériennes ont également ignoré la résolution du Parlement européen, « [Situation des libertés en Algérie](#) », du 28 novembre 2019, appelant à la libération de tous-tes les militant-e-s pro-démocratie détenu-e-s et le plein respect des droits civils et démocratiques.

Nous sommes pleinement solidaires de nos camarades en Algérie qui luttent pour les droits syndicaux et démocratiques et déploierons tous les efforts nécessaires pour amener le gouvernement algérien à libérer sans conditions toutes les personnes détenues et condamnées pour leur engagement civique et syndical, à respecter pleinement les droits démocratiques, dont le droit à la liberté d'association, et à appliquer les décisions et recommandations de l'OIT visant à s'assurer que les syndicats indépendants puissent organiser et représenter les travailleurs-euses sans crainte de harcèlement et de représailles.

Ambet Yuson
Secrétaire général, IBB

Valter Sanches
Secrétaire général, IndustriAll

David Edwards
Secrétaire général, IE



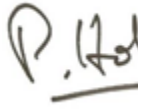
Anthony Bellanger
Secrétaire général, FIJ



Sue Longley
Secrétaire générale, UITA



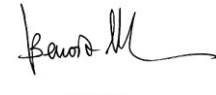
Rosa Pavanelli
Secrétaire générale, ISP



Pierre Habbard
Secrétaire général, TUAC



Christy Hoffman
Secrétaire générale,
UNI Global Union



Benoît Machuel
Secrétaire général, IAEA